L’espace Schengen

Définition, crise et enjeux

Groupe 3

Droit et Politique de l’Europe

Plan

1. Définition, chiffres et dates clés
2. Crise Schengen
3. L’avenir de Schengen

Espace Schengen: Chiffres Clés

1995

entrée en vigueur des Accords de Schengen

26

Etats Membres

+422

Millions d'habitants

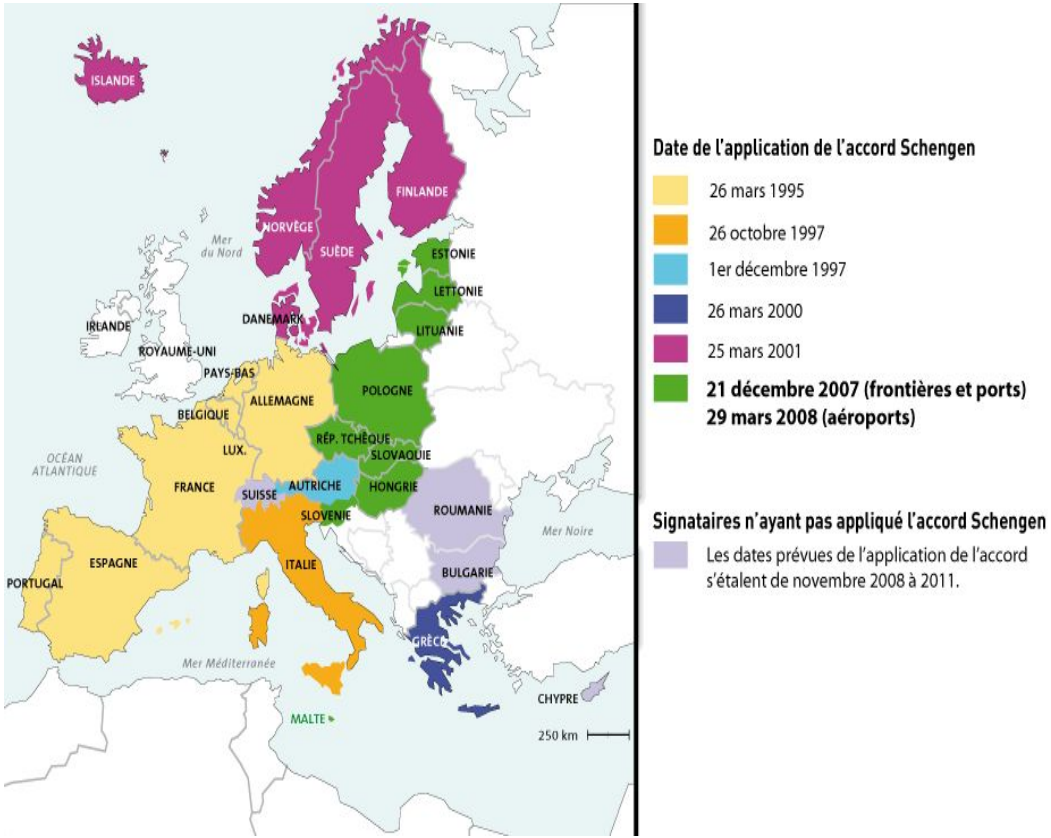
4 M

de km^2 de superficie

La mise en route de l'espace Schengen

Dates importantes de l'élargissement de l'espace Schengen

- **Juin 1985 : Signature de l'accord de Schengen par la Belgique, l'Allemagne, la France, le Luxembourg, et les Pays-bas**
- Juin 1990 : Signature de la convention d'application de l'accord Schengen
- novembre 1990 : Signature de l'accord par l'Italie
- Juin 1991 : signature de l'accord Schengen par l'Espagne et le Portugal
- novembre 1992 : signature de l'accord Schengen par la Grèce
- **Mars 1995 : Entrée en vigueur de la convention et suppression des contrôles aux frontières entre les pays signataires de l'accord + le Portugal et l'Espagne**
- avril 1995 : Signature de l'accord par l'Autriche
- décembre 1996 : Signature de l'accord Schengen par le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège et la Suède
- octobre 1997 : Suppression des controles aux frontières avec l'Italie
- décembre 1997 : suppression des controles aux frontières avec l'Autriche
- janvier 2000 : suppression des controles aux frontières avec la Grèce
- **mars 2001 : suppression des controles aux frontières avec le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège et la Suède**



Que stipule la convention Schengen ?

La convention repose sur un principe simple :

- la disparition des frontières intérieures
- le renforcement des frontières extérieures pour assurer la sécurité des citoyens au sein d'un espace de libre circulation.

Pour garantir la sécurité au sein de cet espace de libre circulation, il existe des **mesures compensatoires.**

Il s'agit de règles communes de franchissement et de contrôle des personnes aux frontières externes : mêmes documents demandés, liste commune des pays pour lesquels un visa est exigé, harmonisation des modalités de contrôle et du traitement des demandeurs d'asile.

La crise des migrants en Europe

a Définition de la crise

b Causes et contexte

c La réponse de l'Europe / Situation actuelle

d Le terrorisme

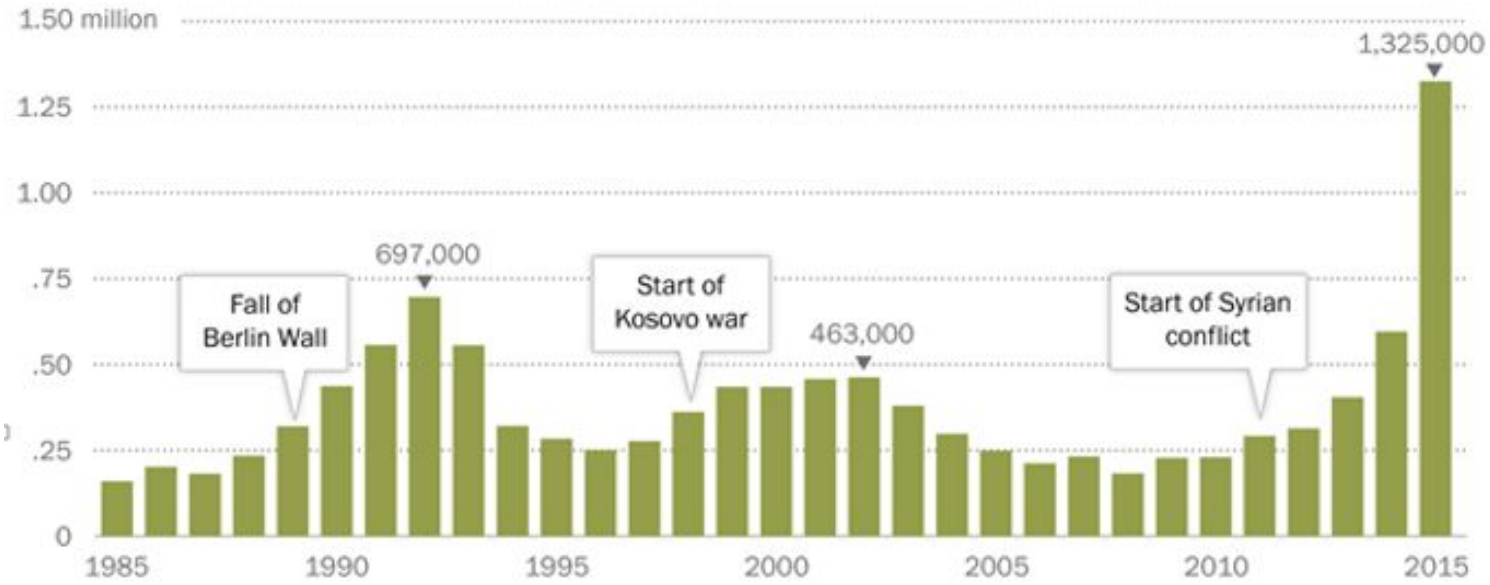
Définition de la crise

"[..].La crise migratoire en Europe fait référence à l'augmentation, dans les années 2010, du nombre de migrants — certains étant des réfugiés — arrivant dans l'Union européenne via la mer Méditerranée et les Balkans, depuis l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Asie du Sud. [..] "

« L'Europe aux prises avec l'une des plus graves crises migratoires de l'Histoire », *Sud ouest*, août 2015

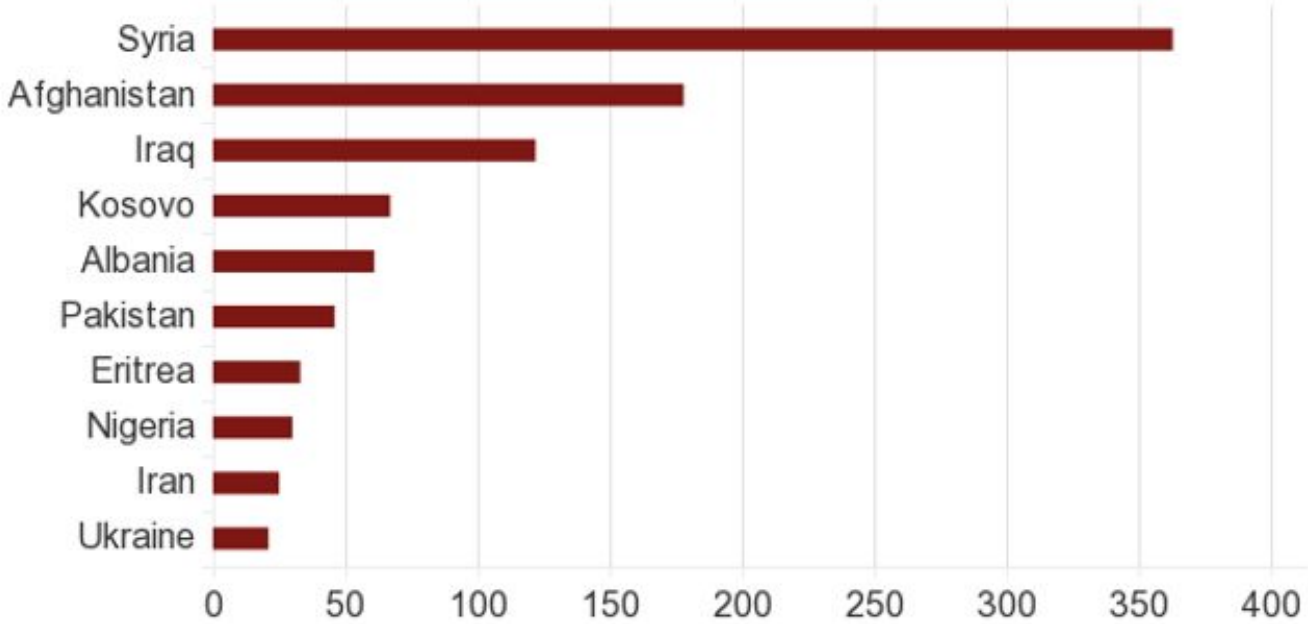
- ➔ **Une des plus importantes crises migratoires de l' histoire européenne contemporaine**
- ➔ **Importance de la distinction entre le terme réfugiés et migrants**

Causes et contextes



Evolution de nombre de demandeurs d'asile en Europe (1985 - 2015)
Zone EU - Norvège - Suisse

Causes et contextes



Demande de demandes d'Asiles (en milliers) par pays en 2015

Les flux de migrants vers l'Europe

Guerre civile syrienne

+

Raisons économiques

Aggravation du conflit en Libye

Autres

1 - Fermeture des frontières extérieures

L'Europe et Schengen tremblent et un effet domino se met en place

Les états membres de l'espace Schengen mettent en place une série d'initiative pour faire face au problème :

- **Juin 2015 :** La Hongrie ferme sa frontière avec la Serbie et construit un mur de barbelés anti-réfugiés/migrants
- **Septembre 2015 :** Après une vague d'arrivés de réfugiés, l'Allemagne annonce le rétablissement des contrôles sur ses frontières avec l'Autriche et la République Tchèque.
- **Octobre 2015 :** L'Autriche annonce la construction d'un mur sur sa frontière avec la Slovénie et rétablit le contrôle aux frontières avec la Hongrie
- **Novembre 2015 :** Les attentats du 13 Novembre pousse la France à rétablir temporairement le contrôle aux frontières
- **Janvier 2016 :** La Suède impose des contrôles sur le pont qui la relie au Danemark et le Danemark fait de même avec la frontière Allemande

1 - Fermeture des frontières extérieures sur le plan juridique

Les pays de la zone sont autorisés à rétablir temporairement les contrôles aux frontières d'après le Code Frontières Schengen :

- **Article 25 :** Pour cause de menace publique
  - Durée autorisée : Période de 6 mois à 1 an max avec extension de 30 jours à 6 mois
- **Article 29 :** Pour cause de circonstances exceptionnelles mettant en péril le fonctionnement global de l'espace Schengen
  - Durée autorisée : Des périodes renouvelables de 6 mois sur 2 ans max

Néanmoins, la Commission a proposé une modification de ce code pour allonger les délais autorisés de rétablissement des frontières pour s'adapter à la situation de 5 pays (la France, l'Allemagne, l'Autriche, la Norvège et le Danemark) afin qu'ils puissent maintenir les contrôles malgré le dépassement des délais autorisés

2 - Accord avec la Turquie

Ahmet Davutoglu premier ministre turc et **Donald** Tusk président du conseil européen

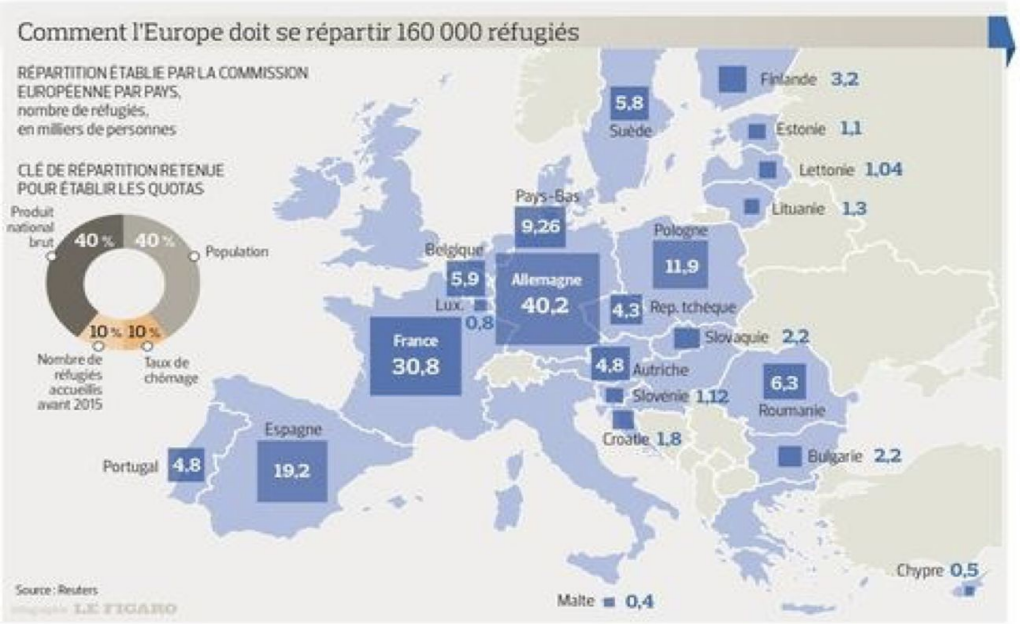
Sachant que la majorité du flux migratoire provient de la Turquie, l'UE a signé, le 18 Mars 2016, un accord avec celle-ci afin de limiter le flux de réfugiés et de migrants arrivant en Europe.

- La Turquie s'engage bloquer ses frontières et à prendre toutes les dispositions pour accueillir les migrants ayant réussi atteindre les iles grecques sans avoir fait de demande d'asile ou dont la demande a été rejetée
- En échange, une aide financière de 6 milliards d'euros sera allouée afin d'aider le pays à mettre en place les infrastructures d'accueil de ces migrants.

Résultats : Les flux migratoires ont baissé de 97% en 2016

Bien que les réfugiés soient autorisés à rester sur le territoire turc, ils n'ont pas le statut officiel de réfugiés mais bénéficient néanmoins de droits fondamentaux comme l'accès à l'éducation et à la santé.

3 - Plan de répartition des réfugiés par la commission européenne



160,000 demandeurs d'asile ont été relocalisés dans les pays de l'UE entre fin 2015 et fin 2017. Cela représente 12% des demandeurs d'asile de l'année precedente

Mise en perspective

Il est important de mettre en perspective ce nombre de 160,000 réfugiés.

- Seulement 1 syrien sur 5 est réfugié à l'extérieur de son pays
- Sur ces 1/5, plus de 80% d'entre eux se sont installés dans les pays voisins du conflit comme la Turquie, le Liban, la Jordanie, l'Irak ou encore l'Egypte
- 160,000 réfugiés et près de 1M de migrants (n'ayant pas obtenu le statut de réfugié) seraient en Europe actuellement => Cela représente à peu près 2 personnes sur 1000

Le terrorisme en Europe : Les chiffres

142
Attentats avortés, déjoués ou réussis

1002
personnes arrêtées

142
personnes mortes d'attaques terroristes

379
personnes blessées

Le Royaume-Uni (76 attaques), la France (23 attaques) et l'Italie (17) sont les pays les plus touchés

Sources : Interpol

Le terrorisme en Europe : L'ouverture des frontières favorise-t-elle le terrorisme ?

Partis politiques soutenant le rétablissement des frontières

Vs

.

Commission Européenne

- Attentats de Nice
- Contre - exemple U.K
- Les points de passages
- Nationalités des terroristes

Le terrorisme en Europe : L'ouverture des frontières favorise-t-elle le terrorisme ?

Commission Européenne :

- Le danger repose principalement dans les voyages de certains terroristes dans les pays tiers pour se former

- Concentration sur la collecte de données de certains citoyens identifiés qui voyagent en dehors de l'Union Européenne

Le terrorisme en Europe : Les outils mis en Place - Le Système d'Information Schengen

SIS I

- Mis en place en 2001
- Permet aux autorités nationales de rentrer des données sur des personnes recherchées dans le cadres d'activités criminelles et des personnes disparues.
- Fournit des données relatives à certains objets perdus ou volés
- Localisation de personnes et confirmation d'identités

Arrestation de 25 000 personnes recherchées

SIS II

- Évolution en 2006
- Liaison à d'autres outils comme EURODAC
- Enregistrement des empreintes digitales ou le systèmes d'Informations des visas
- Elargissement aux donnés biométriques et relatives aux non-admissions ou interdiction de séjour

Découverte de 12 000 personnes disparues

Le terrorisme en Europe : Les outils mis en Place

Contrôles mobiles

Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes.

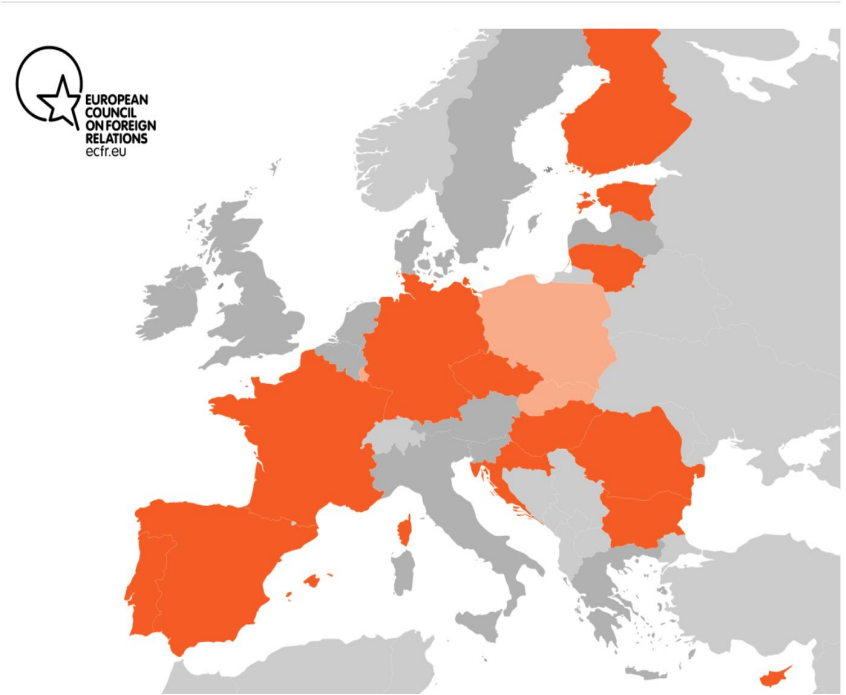
Europol

PNR
Passanger Name Record

Eurodac

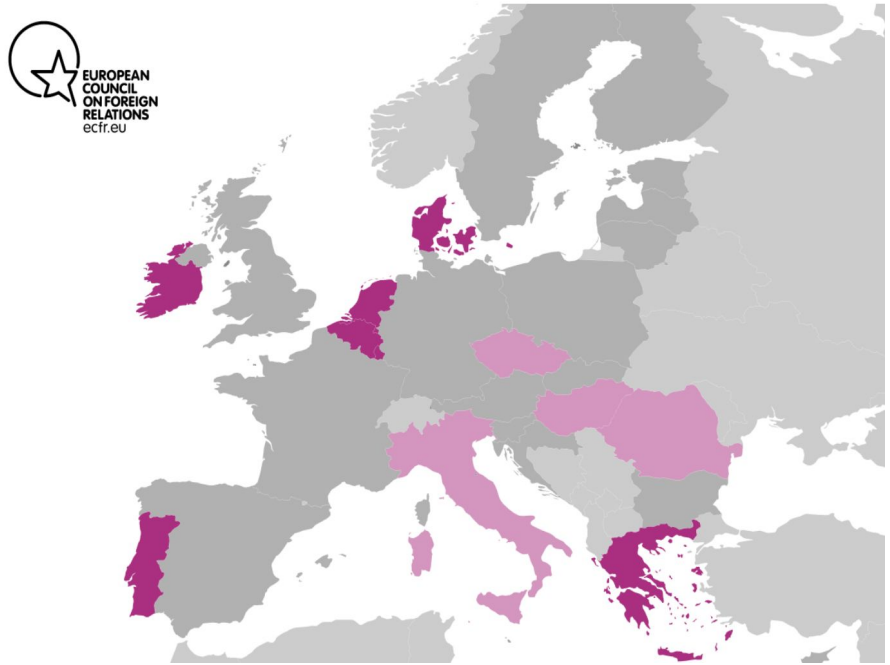
Principe de Liberté de Mouvement

- 13 pays considèrent la protection du principe de libre circulation comme l'élément central de l’avenir de Schengen
- Principe étroitement lié aux autres car il est source de bénéfices économiques et constitue un pilier de la gestion sécuritaire
- Les Etats membres acceptent l’idée que le terrorisme est une menace européenne
- Conviction fondamentale que le retour de contrôles aux frontières est une situation temporaire

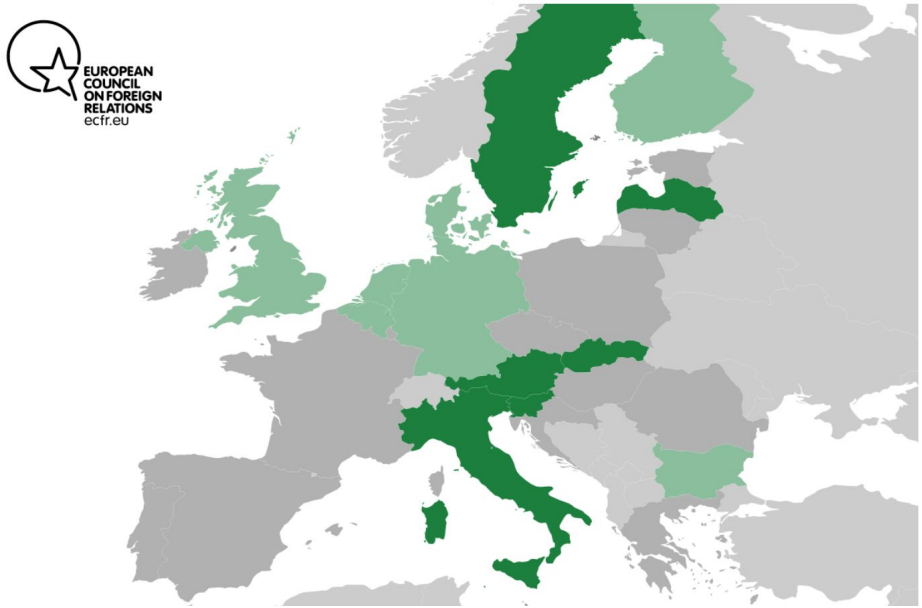


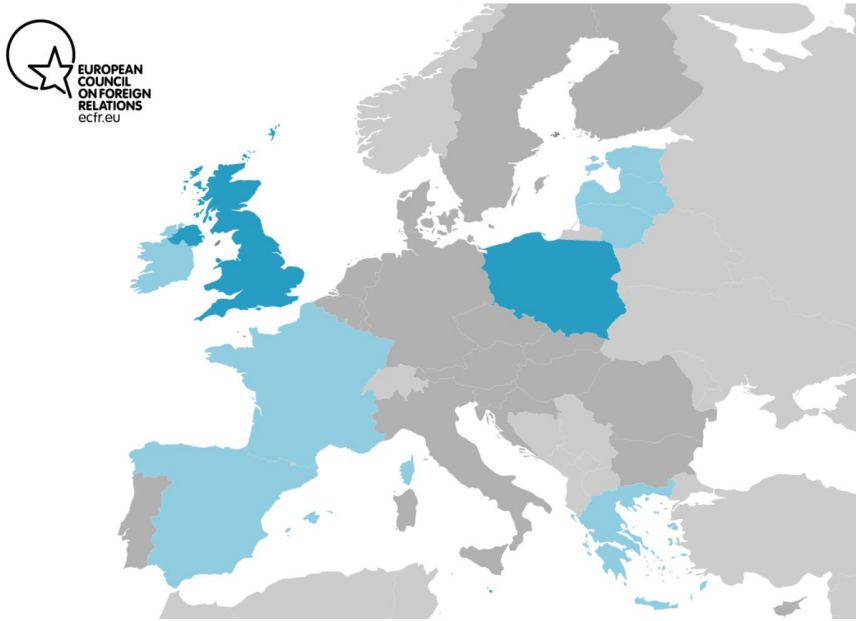
Bénéfices économiques de l’ouverture des frontières

- **Autriche**: des pertes quotidiennes comprises entre 2,5 et 8,5 millions d'euros sont attendues si toutes les frontières autrichiennes étaient verrouillées
- **Croatie**: dans le cas de contrôles aux frontières plus stricts, la plupart des dommages sont attendus pour le tourisme, qui représente 10,4% du PIB
- **Danemark**: la compagnie de chemin de fer DSB a déclaré que les contrôles à la frontière entre le Danemark et la Suède lui coûtait plus de 134 000 € par jour.
- **France**: la fermeture des frontières coûterait 1 milliard d'euros par an à l'économie française et 10 milliards d'euros après 10 ans en raison de la réduction des échanges commerciaux français avec ses voisins européens
- **Allemagne**: la réintroduction de contrôles permanents aux frontières entraînerait une perte de croissance estimée à 77 milliards d'euros dans le pays d'ici 2025
- **Irlande**: 4 millions d'euros ont récemment été dépensés pour mettre à niveau des systèmes permettant d'accéder aux alertes de sécurité proposées par le système d'information Schengen
- **Royaume-Uni**: une hausse des prix de 1% en raison de l'effondrement de Schengen coûterait 87 milliards d'euros au Royaume-Uni d'ici 2025



Problématiques de sécurité et Gestion des flux de réfugiés dans l'UE





Cas de retour de contrôles aux frontières

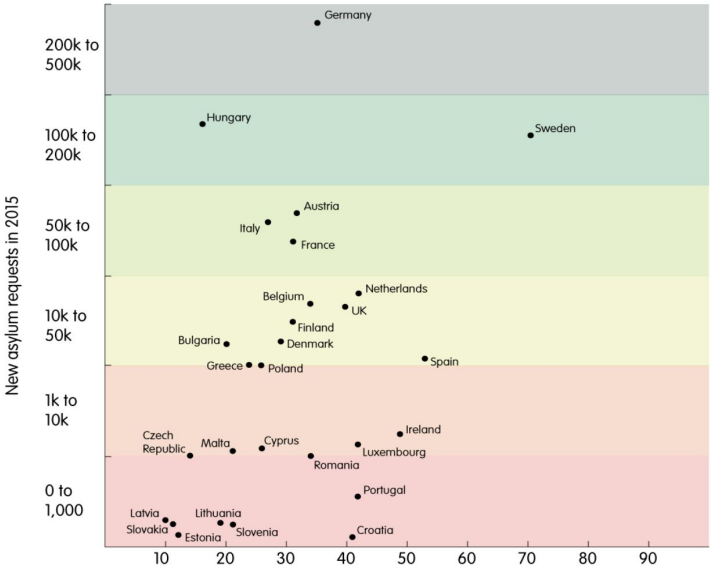
➢ *Cas des pays concernés*

- ❑ *Autriche*
- ❑ *Belgique*
- ❑ *Danemark*
- ❑ *Allemagne*
- ❑ *France*
- ❑ *Suède*

- Situations extrêmes et l'accord de Schengen prévoit en effet une marge de manœuvre pour des contrôles temporaires
- Selon l'accord de Schengen, contrôles temporaires mis en place que s'il existe une menace sérieuse pour l'ordre public ou qu'une situation de stabilité interne s'est présentée
- Circonstances exceptionnelles et à la mesure de la menace qui pèse sur elles
- Les contrôles dans l'espace Schengen en Hongrie, à Malte et en Slovénie ont depuis été abandonnés
- Etat semi-permanent nuit à l'image de Schengen en tant que pilier de la coopération européenne

Compréhension de l'opinion publique

- Les 3 pays où les préoccupations en terme de sécurité constituent la principale préoccupation concernant Schengen ne font pas face au nombre le plus élevé de migrants
- En Pologne, la Premier Ministre Beata Szydlo a retiré son engagement vis à vis des réfugiés de l'attaque de Bruxelles
- La "peur de l'inconnu" est un sentiment fort
- 80% des Lituaniens font le lien entre accueil de réfugiés et niveau de criminalité
- 70% pensent que le nombre de réfugiés est suffisant
- En Estonie, 59% de la population prête à quitter Schengen "face aux menace" migratoires



L’avenir de l’espace Schengen

Plusieurs issues possibles:

- **a** Sauvegarder Schengen en l’état
- **b** Suspendre des pays de l’espace Schengen
- **c** Créer un “Mini Schengen”
- **d** Supprimer Schengen

Sauvegarder Schengen en l'état

- Il s'agit du **scénario privilégié** sur la scène européenne (beaucoup de déclarations comme quoi s'il n'y a plus d'espace Schengen, c'est la fin du projet européen)

- Une étude pour la commission LIBE (Libertés Civiles, Justice et Affaires Intérieures) de Juin 2018 propose des **5 recommandations** pour sauvegarder l'espace Schengen

1. Une surveillance accrue des contrôles aux frontières intérieures
2. Un meilleur suivi des contrôles de police
3. L'installation de clôtures aux frontières doivent respecter le CFS *(Code Frontières Schengen)*
4. Renforcement du rôle et de l'indépendance du Forum consultatif du corps européen de garde-frontières et de garde-côtes et de l'officier aux droits fondamentaux
5. Poursuivre la *«lisbonnisation»* de la stratégie de gestion intégrée des frontières de l'Union européenne

Suspendre des pays de l'espace Schengen

Exemple de la Grèce :

- **Origine:** Fin 2016, des dirigeants européens ont menacé la Grèce d'une exclusion de l'espace Schengen car il s'agissait de la principale porte d'entrée des migrants en Europe

- **Objectif:** Mettre la pression sur le gouvernement grec qui ne voulait pas solliciter l'aide européenne pour faire face à l'arrivée massive de migrants

- **Résultat:** Le 3 décembre, Athènes a demandé le déploiement d'une équipe d'intervention rapide aux frontières

Créer un “Mini Schengen”

- **Origine:** Ce projet a été énoncé pour la première fois à l’automne 2016 par le Ministre des Finances Néerlandais

  Il constate que face aux **dysfonctionnements et aux lenteurs** de l’Europe à 28, les ***«coopérations renforcées»*** entre quelques pays membres se multiplient et deviennent inévitables

- **Objectif:** Mettre la pression sur le reste de l’Europe pour une gestion coordonnée des flux migratoires

- **Résultat:** Aujourd’hui, ce projet n’est plus vraiment d’actualité mais reste comme moyen de pression si besoin

Supprimer Schengen

Conséquences économiques:

- Dans une étude publiée en Février 2016, **France stratégie** a calculé le coût d'une remise en place permanente des contrôles aux frontières intérieures à l'espace Schengen. Le démantèlement se traduirait par un coût financier annuel pour la France compris entre **1 et 2 milliards d'euros à court terme**, et de **10 milliards d'euros à plus long terme**

- Selon la fondation allemande **Bertelsmann**, un retour des contrôles aux frontières coûterait **77 milliards d'euros à l'Allemagne sur la période 2016-2025**. Pour 24 pays de l'Union européenne pris ensemble, le coût atteint **470 milliards d'euros de PIB en dix ans** (la fourchette basse et 1400 milliards pour la fourchette haute)
    - **50 %** des coûts sera une **baisse de la fréquentation touristique** due à la nécessité de faire une demande de visa dans chaque pays de l'Union.
    - **38 %** des coûts concernera les travailleurs transfrontaliers qui mettront plus de temps à parcourir le trajet de leur domicile à leur lieu de travail
    - **12 %** des coûts affectera le transport de marchandises sera affecté

Merci pour votre attention